

Pétition contre la loi sanitaire et les régressions sociales à venir. Pour une politique sociale et de santé juste et démocratique

28 juillet 2021

**Pour une politique
sociale et de santé
juste et démocratique**

**Pétition contre la loi sanitaire
et les régressions sociales à venir**

100 personnalité·e-s et responsables d'organisations s'engagent contre la loi sanitaire et les régressions sociales à venir.

Pour une politique sociale et de santé juste et démocratique.

Signez et faites tourner la pétition !

Le texte et les 1er signataires de la pétition :

**Pour une politique sociale et de santé juste et démocratique.
Pétition contre la loi sanitaire et les régressions sociales à venir.**

Comment justifier qu'un pass sanitaire permette :

de discriminer à l'embauche, de suspendre le salaire ou de licencier des salarié·e-s, en CDD ou précaires, parce qu'ils·elles ne sont pas vacciné·e-s ?

de refuser des patient·e-s dans les hôpitaux pour la même raison ?

d'instaurer un contrôle et une surveillance généralisés sur la population et de diviser la population entre

vacciné·e·s et non vacciné·e·s ?

En même temps, peut-on accepter que la casse de l'hôpital public continue ? Que la crise soit payée, non pas par les multinationales et les plus riches qui en ont profité, mais par tous les autres, notamment les travailleur·euse·s, les jeunes, les chômeur·euse·s, les retraité·e·s ?

Une vaccination large et massive est nécessaire pour combattre la pandémie, ainsi qu'une autre politique, juste et démocratique. Nous, signataires, nous opposons à la loi sanitaire et aux régressions sociales à venir.

Nous exigeons du gouvernement français :

- le retrait de cette loi et de l'état d'urgence sanitaires ;
- des moyens financiers et humains bien plus importants dans les hôpitaux publics et les Ehpad, un débat et une information d'ampleur, des possibilités de se faire vacciner sur le temps de travail, une couverture bien plus importante des centres de vaccination et les embauches nécessaires pour permettre des conditions de travail respectueuses des exigences sanitaires ;
- une action résolue en faveur de la levée des brevets au sein de l'Organisation mondiale du commerce, pour la solidarité internationale et la santé publique ;
- l'abandon des lois et projets sur l'assurance chômage et les retraites.

Premiers signataires

Responsables d'organisations : Aurélie Trouvé et Raphaël Pradeau (porte-parole d'Attac), Céline Verzeletti (secrétaire confédérale de la CGT), Simon Duteil et Murielle Guilbert (co-délégué·es généraux de l'Union syndicale Solidaires), Thomas Porte (porte-parole de Génération·s), Delphine Glachant (présidente de l'Union syndicale de la psychiatrie), Pierre Schwob (Collectif Inter Urgences), Mireille Stivala (secrétaire générale de la fédération CGT Santé et action sociale), Jean Marc Devauchelle (secrétaire général de la Fédération SUD Santé Sociaux), Thierry Amouroux (porte-parole du Syndicat National des Professionnels Infirmiers SNPI), Mélanie Luce (présidente de l'UNEF), Sonia Ollivier (co-secrétaire nationale du SNPES-PJJ/FSU), Jean-Baptiste Eyraud (porte-parole Droit Au Logement), Khaled Gaiji (président des Amis de la Terre France), Pierre Khalfa et Willy Pelletier (Fondation Copernic), Emmanuel Vire (secrétaire général du SNJ-CGT), Hafsa Askar (Secrétaire Générale de la FSE), Denis Lalys (secrétaire général de la FNPOS de la CGT), Ana Azaria (présidente Femmes égalité), Lenny Gras (porte parole du MNL), Mathieu Devlaminck (UNL), René Seibel (Action contre le chômage), Christian Eyschen (secrétaire général de la Libre Pensée), Christine Poupin et Olivier Besancenot (porte-parole du NPA), Aneth Hembert (co-secrétaire fédérale des Jeunes Ecologistes), Jean-Christophe Sellin et Hélène Le Cacheux (coordinateurs du Parti de Gauche), Jean-François Pellissier et Myriam Martin (porte parole d'ENSEMBLE !), Christian Pierrel (porte parole du PCOF), Martin Méchin et Louise Tort (Black Robe Brigade), Philippe Poutou (Porte-parole du NPA), Dominique Ferré (Parti ouvrier indépendant démocratique).

Elu·e·s : Éric Coquerel (député LFI), Elsa Faucillon (députée PCF), Eric Piolle (maire EELV), Jean-Luc Mélenchon (député LFI), Sébastien Jumel (député PCF), Emilie Carriou (députée Nouveaux Démocrates), Clémentine Autain (députée LFI), Aurélien Taché (député Nouveaux Démocrates), Mathilde Panot (députée LFI), Pierre Dhareville (député PCF), Caroline Fiat (députée LFI), Manon Aubry (députée européenne LFI), Adrien Quatennens (député LFI), François Ruffin (député LFI), Muriel Ressiguier (députée LFI).

Personnalités : Youcef Brakni (militant antiraciste), Sandrine Rousseau (EELV), Véronique Ponvert (syndicaliste FSU), David Dufresne (jécrivain, réalisateur), Caroline Mecary (avocate), Taha Bouhafs (journaliste), Jean-Marie Harribey (économiste), Arie Alimi (avocat), Kevin Vacher et Deborah Ozil (Rencontre des Justices), Anthony Caillé (CGT-Police), Stéphane Jouteux (syndicaliste), Arnaud Malaisé (syndicaliste FSU), Nicolas Mayart (journaliste), Dominique Plihon (économiste), Paul Poulain (spécialiste des risques industriels), Laure Vermeersch (L'ACID), Gilles Perret (réalisateur), Rokhaya Diallo (écrivaine), Claire Lejeune (EELV).

Pour une politique sociale et de santé juste et démocratique

**Pétition contre la loi sanitaire
et les régressions sociales à venir**

- Emplacement : ré-agir ensemble > Mobilisations et actualités > Mobilisations nationales >
- Adresse de cet article :
<https://ancien.solidaires.org/Petition-contre-la-loi-sanitaire-et-les-regressions-sociales-a-venir-Pour-un>
e